



Conseil économique et social

Distr. générale
4 janvier 2015
Français
Original : anglais

Commission de la condition de la femme

Cinquante-neuvième session

9-20 mars 2015

Suivi de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes
et session extraordinaire de l'Assemblée générale intitulée
« Les femmes en l'an 2000 : égalité entre les sexes,
développement et paix pour le XXI^e siècle »

Déclaration présentée par Coalition contre le trafic des femmes, Communications Coordination Committee for the United Nations, Coordinadora Española para el Lobby Europeo de Mujeres, Coordination française du lobby européen des femmes, Engender, Égalité maintenant, Le lobby européen des femmes, Federación Española de Mujeres Directivas Ejecutivas Profesionales y Empresarias, Federación de Mujeres Progresistas, Femmes solidaires, Forum pour les femmes et le développement, The Grail, Alliance internationale des femmes, Association internationale de psychologie appliquée, Conseil international des femmes, Fédération internationale des femmes de carrières libérales et commerciales, Association italienne des femmes pour le développement, Coalition Karat, National Alliance of Women's Organizations, Conseil national des femmes de Malte, Netherlands Association of Women's Interests, Women's Work and Equal Citizenship, Réseau des femmes Est-Ouest, Red ACTIVAS, Soroptimist International, Soroptimist International Great Britain and Ireland, Swedish Women's Lobby, Wales Assembly of Women, Fondation Sommet mondial des femmes, Fédération mondiale de psychothérapie, Fédération mondiale pour la santé mentale et Fédération mondiale des organisations de femmes ukrainiennes, organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social¹

Le Secrétaire général a reçu la déclaration suivante, qui est diffusée conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

¹ Le présent document n'a pas été revu par les services d'édition.



Déclaration

Les femmes et les jeunes filles ne peuvent pas attendre encore 20 ans avant de pouvoir jouir pleinement de leurs droits fondamentaux!

Le Programme d'action de Beijing, adopté deux ans après la Conférence mondiale sur les droits de l'homme tenue à Vienne, a mis en lumière les inégalités structurelles et les violations de leurs droits que subissent toutes les femmes et filles de la planète et jeté les bases d'une action concrète visant à réaliser l'égalité *de jure* et de facto entre les femmes et les hommes.

Vingt ans après, d'importants progrès ont été accomplis, mais il reste encore beaucoup à faire. Le rapport du Lobby européen des femmes intitulé « From Words to Action » (Du discours aux actes) brosse un tableau de la situation actuelle des femmes et des jeunes filles en Europe qui s'appuie sur l'évaluation collective de ses 2 000 organismes membres. Alors que nous devrions nous féliciter de la mise en oeuvre du Programme d'action de Beijing, nous voyons bien que les femmes et les filles sont *encore confrontées* à des *inégalités*, à la violence, à la discrimination et à l'insécurité, dans tous les domaines de la vie et tous les secteurs de la société.

En Europe, les femmes et les filles sont désormais présentes dans tous les secteurs de la société, du secteur de l'éducation à celui de l'emploi, dans la prise de décisions politiques et économiques et elles expriment leurs points de vue en tant qu'artistes, journalistes, chercheuses ou dirigeantes communautaires. Une nouvelle génération de jeunes féministes se mobilise largement, en ayant recours aux nouvelles technologies de communication, en luttant avec vigueur contre les nouvelles et les anciennes formes de violations de leurs droits et en développant la solidarité internationale. Des manifestations et des campagnes sont organisées dans différents pays, insufflant ainsi un nouveau souffle au mouvement social féminin. Certains hommes participent au mouvement féministe afin de soutenir les revendications des organisations féminines. Les économistes féministes contestent le système dans lequel nous vivons en proposant de nouvelles façons de mesurer le bien-être et d'assurer la protection de notre planète pour les générations à venir.

Malgré ce tableau optimiste qui montre un renouvellement du féminisme en Europe, les droits des femmes se heurtent à une opposition plus vive que jamais. Des groupes ultraconservateurs et religieux remettent systématiquement en cause l'égalité des sexes en s'attaquant aux droits sexuels et reproductifs des femmes, à l'éducation sexuelle, à l'accès des femmes à l'emploi et à la prise de décisions. Certaines associations masculines captent l'attention des médias du fait de leurs revendications réactionnaires concernant les structures patriarcales. Les élections européennes de 2014 ont amené au pouvoir de nouveaux parlementaires européens populistes et misogynes qui menacent directement les politiques de l'Union européenne relatives aux droits des femmes. Le mythe de « l'égalité-déjà-là » en Europe empêche l'égalité entre les sexes de devenir un objectif indépendant pour l'Union européenne. Le récent climat d'austérité renforce l'idée selon laquelle les droits des femmes sont « la cerise sur le gâteau ». Les réductions budgétaires menacent l'existence même des organisations féminines.

De plus, le système néolibéral et la société de consommation compromettent gravement l'émancipation des femmes et des filles, en marchandisant leur corps et leur sexualité et en perpétuant les stéréotypes sexuels dans toutes les sphères de la société. Les stéréotypes prédéterminent le choix des jouets selon le sexe de l'enfant,

influent sur les choix d'orientation scolaire des filles, empêchent les femmes d'accéder à certains emplois, ont des conséquences sur la santé des femmes et des filles, légitiment la violence et le sexisme ordinaire, véhiculent des messages restrictifs sur le rôle des femmes dans la société. Nous constatons avec inquiétude que le culte de l'individualisme s'est tellement répandu que les violations structurelles des droits des femmes ne sont pas prises au sérieux.

En 2015, les organisations féminines attendent de tous les pays qu'ils aillent plus loin que le Programme d'action de Beijing et prennent de nouveaux engagements. Au lieu de cela, on constate la montée d'un mouvement profond et structurel d'idées antiféministes et ultraconservatrices qui s'oppose à l'objectif d'*égalité homme-femme*, développe un argumentaire qui s'appuie sur la religion, la tradition ou la culture afin de légitimer les violations des droits des femmes, et menace les droits universels de l'homme ainsi que la solidarité mondiale en faveur des droits des femmes.

Nous appelons tous les États Membres à mettre dès à présent en œuvre le Programme d'action de Beijing en tenant compte des demandes ci-après qui émanent d'organisations féminines rattachées au Comité sur la condition de la femme et des engagements de l'après-2015 :

- Les droits des femmes et des filles sont des objectifs universels qui ne sauraient souffrir aucune exception, aucune justification et aucune excuse. On ne saurait parvenir à un développement pacifique et durable si la moitié de la population de la planète ne jouit pas pleinement de ses droits fondamentaux. Il nous faut adopter un nouveau modèle de droits de l'homme : les droits de l'homme relèvent d'une vision collective et solidaire; ce ne sont pas des instruments de promotion de l'individualisme. Nous appelons tous les États Membres à réaffirmer leur engagement à l'égard de tous les droits de l'homme universels et interdépendants, et à systématiquement adopter dans leurs travaux une perspective axée sur les droits des femmes;
- Le système économique, politique et social actuel s'est avéré non viable et dangereux pour la planète; il *s'est aussi avéré incapable de* faire une place aux plus vulnérables et de les protéger, à commencer par les femmes et les filles. Il convient de faire entendre les voix des femmes et des filles dans le dialogue mondial sur les grands défis auxquels l'humanité est confrontée : le changement climatique et la biodiversité, la pauvreté et la redistribution, le commerce, les denrées alimentaires et les terres, l'eau et l'énergie, les inégalités et les violations des droits de l'homme, la militarisation des conflits, la gouvernance économique et financière ... Nous appelons tous les États Membres à accorder une place tant aux organisations féminines qu'aux spécialistes des questions féminines dans le dialogue mondial;
- Nous avons besoin d'un renversement des valeurs que véhiculent nos systèmes économiques et financiers : de la rentabilité au bien-être, de la concurrence à la solidarité, de l'inégalité à la transparence. L'économie doit être au service du bien-être de tous, et non l'inverse. Dans le système actuel, l'indépendance économique des femmes n'est pas garantie. Nous sommes inquiets de constater que l'obsession de la croissance passe avant les droits des femmes et condamnons sans réserve la demande que l'Union européenne a adressée à ses États membres tendant à ce qu'ils prennent en compte la prostitution dans la comptabilité nationale. Rien ne saurait être plus urgent ni plus judicieux que

d'investir dans l'égalité des droits des femmes afin de protéger la planète et de voir les générations futures vivre dans la paix et la dignité avec les mêmes droits et les mêmes prérogatives. Les économistes féministes sont une source d'inspiration pour une nouvelle vision radicale pour les individus et la planète, y compris une nouvelle vision de l'économie des soins. Le mouvement des femmes s'allie avec d'autres mouvements sociaux afin de proposer d'autres options basées sur les droits, la solidarité et l'égalité. Nous appelons tous les États Membres à mettre en place un nouveau modèle de développement et de paix, qui repose sur les droits des femmes et des filles ainsi que sur l'économie et les valeurs féministes;

- Partout dans le monde, y compris en Europe, les défenseurs des droits des femmes font l'objet d'attaques et de menaces. Les activités de terrain menées par les organisations féminines apportent un véritable changement à tous les niveaux de la vie personnelle, collective et sociale. Nous ne pouvons pas accepter le démantèlement de la société civile. Nous appelons tous les États membres à respecter leur devoir de mettre en place des sociétés démocratiques et de développer le dialogue civil, soutenir les organisations féminines et protéger tous les militants des droits de l'homme;
- Les femmes ne constituent pas un groupe homogène et elles ont diverses identités. C'est cette diversité qui rend nos sociétés si intéressantes et créatives. Mais les femmes aux diverses identités vivant dans des structures où le racisme, le sexisme et les préjugés de classe sont encore répandus, n'en sont que plus vulnérables à la discrimination, à la violence et à la violation de leurs droits. La situation des femmes migrantes ou en situation irrégulière, des femmes issues de minorités ethniques, des femmes autochtones, des femmes roms, des femmes handicapées, des femmes rurales, des filles, des femmes âgées, des femmes lesbiennes, bisexuelles ou transgenres, est depuis longtemps passée sous silence. Nous appelons tous les États Membres à faire en sorte que toutes leurs politiques soient conçues de manière à ce qu'aucune fille ni femme ne soit laissée pour compte;
- L'existence et la persistance de stéréotypes sexistes montrent que le plus grand défi à relever afin de réaliser les droits des femmes reste celui de changer les mentalités. La législation doit s'accompagner d'une volonté politique de continuer d'accorder aux droits des femmes une place de choix parmi les priorités politiques. Nous appelons tous les États Membres à élaborer des stratégies globales et ambitieuses afin de réaliser les droits des femmes et des filles, sans pour autant se contenter d'élaborer des lois et de les appliquer; il convient aussi de réformer les mentalités et les valeurs;
- Mettre fin à toutes les formes de violence à l'égard des femmes et des filles doit être une priorité; il ne pourra pas y avoir de paix tant que les femmes ou les filles vivront dans la crainte de la violence. Aucune coutume, tradition ou considération religieuse ne saurait servir de prétexte aux violations des droits de la femme ou à la légitimation de la violence masculine. La violence à l'égard des femmes ne peut être *considérée comme une question d'ordre privé*; il s'agit en fait d'une question relative aux droits de l'homme. Nous appelons tous les États Membres à réaffirmer leur engagement à mettre fin à toutes les formes de violence contre les femmes et les filles;

- Nous appelons les Nations Unies et les États Membres à réaffirmer leur attachement aux déclarations et instruments adoptés par les Nations Unies sur les droits des femmes et sur leur émancipation. Nous condamnons la banalisation de la prostitution par certains organismes des Nations Unies et dans certains des rapports de l'Organisation qui la qualifient de «travail», ce qui a pour effet de dissimuler le préjudice structurel causé par le système prostitutionnel et ses liens avec la traite des êtres humains; nous appelons les États Membres à réaffirmer leur attachement à la Convention des Nations Unies de 1949 pour la répression de la traite des êtres humains. Nous tenons à ce que la communauté internationale s'engage fermement à garantir et à promouvoir la santé reproductive et sexuelle des femmes et des filles ainsi que leurs droits en matière de reproduction alors que nous célébrons le 20^e anniversaire du Programme d'action du Caire. Nous condamnons les attaques contre les lesbiennes, les gays, les bisexuels, les transgenres/transsexuels et les personnes intersexuées et souhaitons que la diversité des familles et des relations soit reconnue.

L'Union européenne et ses États membres se trouvent à un tournant politique et doivent montrer la voie vers un avenir d'égalité entre les sexes. Pour qu'un monde plus viable, plus démocratique et plus accueillant se fasse jour, il est essentiel d'investir dans les droits des femmes. La nomination d'une Commissaire à l'égalité des genres est l'occasion de donner aux droits de la femme une place centrale dans la politique européenne; nous appelons instamment la Commissaire à s'appuyer sur les recommandations formulées dans le rapport du lobby européen des femmes intitulé Beijing +20 et *visant à mettre en place une nouvelle stratégie* ambitieuse pour permettre à toutes les femmes et jeunes filles d'Europe de jouir de leurs droits fondamentaux. Nous appelons tous les États Membres de l'Union européenne à renforcer leurs mécanismes et engagements institutionnels en faveur des droits des femmes et des filles.
